

## Communiqué du Bureau National de l'UPF du 4 novembre 2018

Réaction du Bureau National de l'Union du Peuple Français **sur le référendum en Nouvelle-Calédonie** :

En Nouvelle-Calédonie, les calédoniens s'exprimaient dimanche pour ou contre l'indépendance de leur archipel.

Les gaullistes n'avaient pas souhaité prendre partie dans cette consultation car il appartenait aux Calédoniens, et à eux seuls, de faire le choix de leur avenir pour la première fois.

Le taux de participation très élevé, de plus de 80%, légitime incontestablement les résultats de ce scrutin historique.

Le NON l'emporte à près de 57 %.

Manifestement, et malgré une réelle mobilisation des indépendantistes, le message envoyé est clair : la Nouvelle-Calédonie souhaite rester dans la République Française.

L'intérêt d'un second référendum dans 18 mois se pose donc compte tenu des rapports de force exprimés.

En effet, si le processus politique, ouvert en 1988 avec les accords de Matignon signés par Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur sous l'égide de Michel Rocard, est toujours en cours, il doit s'analyser en fonction des résultats de ce référendum dont on doit tirer les enseignements.

Ce choix doit être respecté. Il marque un nouveau départ car on est passé aujourd'hui à une souveraineté démocratiquement choisie et cela change incontestablement la donne.

Une nouvelle organisation politique se substituant à l'accord de Nouméa de 1998 - tout en garantissant un droit à l'autodétermination - est donc envisageable dans le consensus et le dialogue perpétuel.

Enfin, ce référendum engage l'archipel mais oblige également l'État Français qui doit construire durablement les conditions pour que les calédoniens puissent vivre ensemble en paix et faire de cette terre stratégique - lorgnée par la Chine - un de nos fleurons national.

Édouard Philippe est attendu dès demain à Nouméa. Sera-t-il capable de proposer une solution qui permette à ce territoire de poursuivre son émancipation politique et son développement économique au sein de la République ? Rien n'est moins sûr. N'est pas homme d'État qui veut.